se les matières de Doctrine qui concernent la » Religion, qu'après ceux que Dieu en a établis Juges, & en ne faisant qu'adopter leurs » expressions. Enfin Sa Majesté a reconnu que, » contre le respect qui est dû à l'autorité royale, » le Parlement ne craignoit pas de déclarer à la so fin de son Arrêté, qu'il persistoit dans les ma-» ximes portées par ses Arrêtés & par ses Ar-» rêts rendus jusqu'au jour de sa derniere déli-» bération, comme s'il pouvoit donner par là » une nouvelle force à plusieurs de ces Arrêrés » & de ces Arrêts, que le Roi a anéantis à cause » de l'excès où l'on y avoit porté ces maximes, » & faire prévaloir son autorité à celle du Sou-» verain, duquel seul il l'a reçue. Sa Majesté so manqueroit donc à ce qu'Elle doit à la Relise gion & à l'Egli'e, à l'Etat & à elle-même, si » Elle laissoit subfister un Ouvrage qui mérite » d'autant plus son animadversion, qu'en y rap-30 pellant les modifications portées par l'Arrêt » d'enrégistrement des Lettres patentes de 1714. 30 quoi qu'elles n'ayent aucun rapport avec l'ob-» jet présent, il semble qu'on n'ait cherché qu'à so faire valoir encore le vain prétexte de la conso servation des maximes du Royaume; prétexte so dont les Ennemis de la Constitution ont si so souvent abusé pour faire croire au public o qu'ils étoient les seuls Défenseurs de ces maximes, dont Sa Majesté a été & sera toujouts so le protecteur, comme Elle l'a assez fait voit » par l'attention qu'Elle a eûë à réprimer par ses 33 Arrêts, tout ce qui pouvoit y être contraire. » C'est par toures ces différentes considérations 30 que Sa Majesté a ciû ne pouvoir expliquer » trop promptement ses intentions au sujet d'un » Attêté si propre à rallumer le seu d'une disa corde